



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

webdelib

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_168-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le onze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 5 décembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 31

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliké PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 11 décembre 2023

Envoyé en préfecture le 14/12/2023
Reçu en préfecture le 14/12/2023
Publié le 14/12/2023
ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_168-DE

webdelib

M_DL231211_168

MARCHES PUBLICS - LOCATION D'ENGINS, DE VEHICULES ET DE MATERIELS DE TRAVAUX PUBLICS/BÂTIMENTS - GROUPEMENT DE COMMANDES - CONVENTION - ACCORDS-CADRE - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Les accords-cadres de location d'engins, de véhicules et de matériels de travaux publics/bâtiments sont arrivés à échéance en 2023.

Afin d'assurer la continuité des missions de divers services, il est nécessaire de disposer d'accords-cadres de location de divers engins, véhicules et matériels pour pallier aux immobilisations ponctuelles du matériel municipal ou en complément des moyens existants ou encore pour répondre au besoin ponctuel d'un matériel spécifique.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive.

Afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires, il convient d'inclure dans un seul dossier de consultation les besoins des Villes du Havre, de Montivilliers, du CCAS de Montivilliers et de la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole.

Le dossier de consultation sera alloté comme suit :

Lot n°1 : Location de camions et engins de travaux publics avec chauffeur

Lot n°2 : Location de camions et engins de travaux publics sans chauffeur

Lot n°3 : Location de véhicules légers et utilitaires avec ou sans aménagement

Lot n°4 : Location de matériels de travaux publics/bâtiments

A l'issue de la procédure d'appel d'offres ouvert, les accords-cadres à bons de commandes sans montant minimum seront conclus pour une durée d'un an à compter de la date de notification, renouvelables 3 fois, pour une durée maximale de 4 ans.

La ville de Montivilliers s'est positionnée sur les lots suivants :

Lot n°2 : Location de camions et engins de travaux publics sans chauffeur, pour **un montant maximum annuel HT de 25.000 euros**

Lot n°3 : Location de véhicules légers et utilitaires avec ou sans aménagement, pour **un montant maximum annuel HT de 5.000 euros**

Lot n°4 : Location de matériels de travaux publics/bâtiments, pour **un montant maximum annuel HT de 5.000 euros**

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSIDÉRANT

- les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique qui prévoit la possibilité de créer des groupements de commandes ;
- la nécessité de constituer un marché unique pour les Villes du Havre, de Montivilliers, le CCAS de Montivilliers et la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole afin d'obtenir les meilleures conditions tarifaires ;

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer, avec la Ville du Havre, le CCAS de Montivilliers et la Communauté Urbaine le Havre Seine Métropole, la convention constitutive du groupement de commandes pour la location d'engins, de véhicules et de matériels de travaux publics/bâtiments ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer les accords-cadres à bons de commandes avec les fournisseurs qui seront désignés à l'issue de la procédure de consultation publique des entreprises.

Imputation budgétaire

Exercice 2024 et suivants

Budget principal

Fonction :

Lot 2 : 822/823

Lot 3 : 0202/822/823

Lot 4 : 0202/822/823

Compte : 6135 : locations mobilières

Montant de la dépense :

Lot 2 : montant maximum annuel HT : 25.000 euros

Lot 3 : montant maximum annuel HT : 5.000 euros

Lot 4 : montant maximum annuel HT : 5.000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

webdelib

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_168-DE



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr